



FSU81 – 201 rue de Jarlard – 81000 Albi
fsu81@fsu.fr

Déclaration de la FSU 81 – 30 avril 2020

Pas de bricolage face à la pandémie

Le covid-19 est une maladie grave et une pandémie. Très contagieuse, elle occasionne de nombreux décès, de nombreux passages en réanimation qui laissent l'organisme épuisé pour une longue période, elle occasionne de nombreuses complications : atteintes neurologiques, circulatoires et cardiovasculaires notamment.

Comportant encore beaucoup d'inconnues et de dangers potentiels, « *Covid-19 peut s'attaquer à presque tout dans le corps avec des conséquences désastreuses* » explique ainsi dans la revue Science le cardiologue Harlan Krumholz, de l'université de Yale, qui ajoute : « *sa férocité est impressionnante et invite à l'humilité* ».

A chaque jour ou presque sa mauvaise surprise : d'après des signalements en Angleterre, aux Etats-Unis, en Espagne ou en Italie, il apparaît désormais qu'une nouvelle maladie touche les enfants exposés au Covid-19, se manifestant par des douleurs abdominales, des troubles gastro-intestinaux et une inflammation cardiaque.

C'est l'analyse de ces dangers, de ces incertitudes ainsi que de la contagiosité de la maladie qui a conduit toutes les autorités sanitaires (INSERM, Institut Pasteur, Conseil Scientifique Covid-19...) du pays à recommander ne pas rouvrir les écoles à l'heure pour éviter une reprise épidémique difficile à contrôler.

Annie Levy-Mozziconacci, médecin hospitalier dans les quartiers nord de Marseille estime que cette réouverture des écoles va « *faire exploser des foyers de contamination* » tandis que Christian Drosten, directeur du département de virologie de l'hôpital universitaire de la Charité à Berlin, spécialiste du coronavirus et inventeur du premier test de dépistage du Covid19, prédit d'ores et déjà, avec le déconfinement, une deuxième vague de contamination, plus puissante et plus difficile à contenir que la première, puisqu'elle démarrerait partout en même temps.

Et encore ce dernier vit-il en Allemagne et pas en France où le gouvernement fait la preuve de sa totale improvisation et de sa dangerosité en matière sanitaire : pas de test, pas de masque... et un discours à géométrie variable justifié non pas par les analyses scientifique mais par les pénuries durables en matériel élémentaire de protection.

Une réouverture des écoles malgré l'avis négatif du Conseil scientifique ?

C'est ce même gouvernement qui annonce contre son propre Comité scientifique le déconfinement à partir du 11 mai et la réouverture des écoles alors que, il faut encore le préciser, toutes les études montrent que gestes barrières ou pas, les établissements scolaires sont des

hauts-lieux de diffusion de l'épidémie. L'exemple du porte-avions Charles de Gaulle où, dès l'apparition des premiers symptômes, isolement, masques et désinfection systématique ont été mis en place sans pouvoir empêcher une contamination massive des marins, fait par ailleurs réfléchir sur l'efficacité réelle des gestes-barrière en espaces confinés.

Enfin, rappelons que le plan de réouverture du gouvernement (qui ne comprend aucune politique de tests des populations et s'appuie sur des masques grands-publics bien loin de fournir une protection satisfaisante) multiplie les injonctions tout simplement irréalisables ou dangereuses (comment imaginer qu'un enfant de 8 ans retourne à l'école en ne touchant aucun autre élève ni aucun objet touché par une autre personne ? Pourquoi préconiser des classes à 15 élèves alors que les rassemblements de plus de 10 personnes restent interdits partout ailleurs ?...) qui ne laissent que peu de place à l'espoir d'un travail pédagogique sérieux et durable.

Logiques sanitaires, danger d'une seconde vague épidémique, conditions concrètes du déconfinement, efficacité attendue pour les élèves : tout plaide pour le report de l'ouverture des écoles.

Si le gouvernement maintenait malgré tout son projet, les syndicats de la FSU seraient aux côtés des collègues et des usagers pour défendre leur droit à la sécurité et à la protection sanitaires. Ils s'y attachent d'ores et déjà en organisant des télé-réunions, en multipliant les interventions dans le cadre des CHSCT, ou au contact des élu.e.s et des associations de parent d'élèves. Nous ne laisserons pas les personnels et les usagers de l'Éducation être en situation de danger.

Et nous insistons sur les priorités réelles de la période qui doit au contraire servir à préparer de manière sérieuse notamment la rentrée du mois de septembre.

En effet, il est aisément prévisible que cette rentrée devra elle-aussi se dérouler dans des conditions particulières. Pour la réussir, nous avons besoin de nous retrouver dans les établissements (mais en sécurité !) pour la préparer en travaillant sur l'aménagement des programmes, l'organisation matérielle et spatiale, les dispositifs de rattrapage et de soutien... Cela ne s'improvise pas !

Dans ce cadre, il faut se pencher sur les difficultés de nombreux enfants et de nombreuses familles dans la période actuelle. Nous pourrions envisager que les établissements scolaires et les services sociaux s'adressent en juin aux publics les plus fragiles scolairement mais aussi psychologiquement (tant on sait que la période actuelle met à l'épreuve familles et individus) pour proposer un accompagnement dans des conditions vraiment sécurisées (tests, masques de qualité, groupe de 7 à huit enfants...) et bien sûr en déconnectant cet accueil de la question du retour à l'emploi des parents.

Mais les difficultés en question, liées centralement à la question sociale, ne sont pas apparues avec le Covid 19. Cela fait longtemps que nos organisations les dénoncent et qu'elles combattent les politiques régressives qui les aggravent ou les créent. C'est pourquoi nous avons également besoin d'un plan d'urgence dans l'Éducation nationale pour recruter massivement des personnels : enseignant.e.s, infirmier.e.s, assistant.e.s social.e.s, surveillant.e.s, Psy-EN, et redonner enfin à l'Éducation Nationale un rôle dans la lutte contre les inégalités sociales et scolaires.